

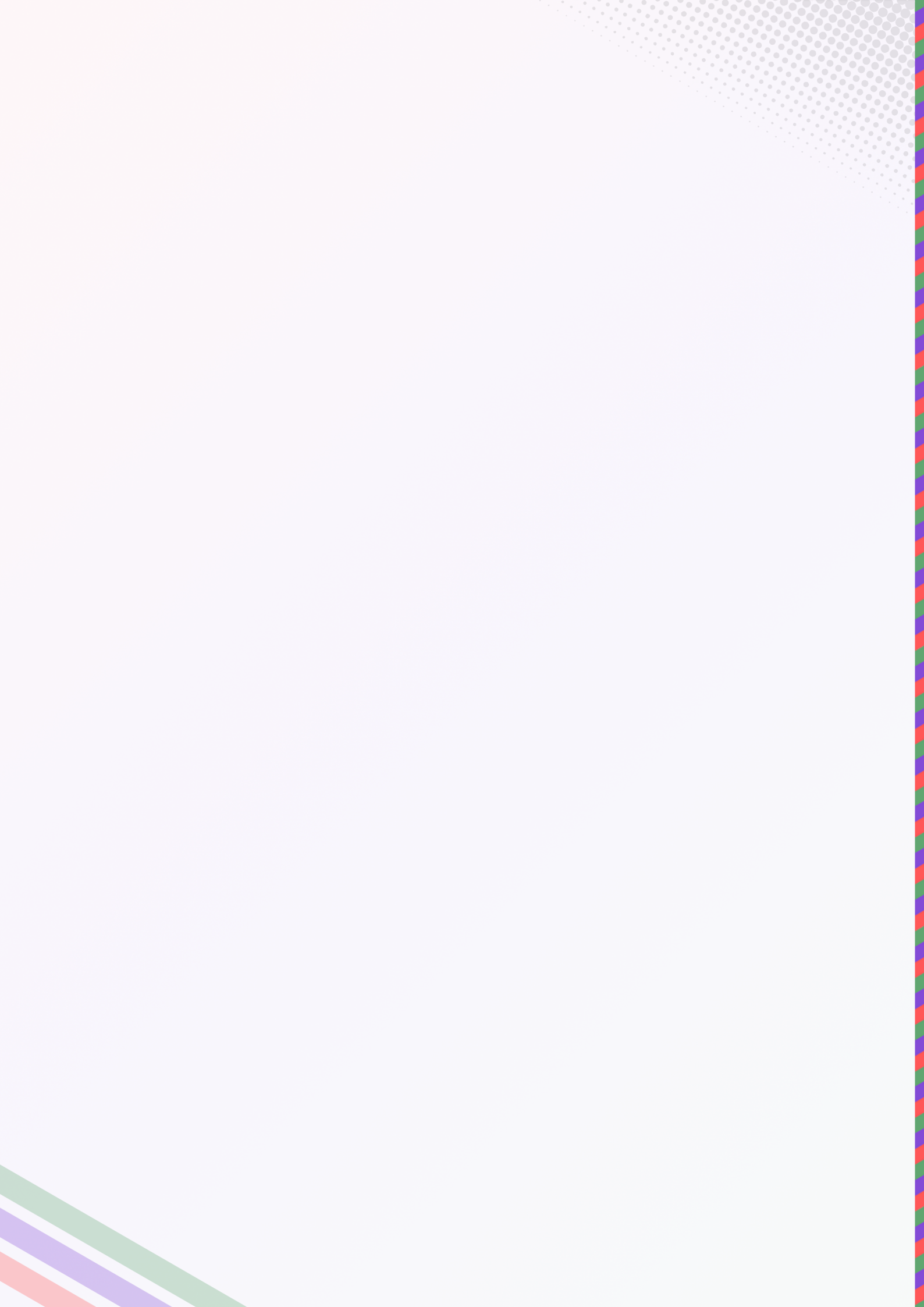


POITIERS EN COMMUN



**PROGRAMME POUR
POITIERS
ET GRAND-POITIERS**





SOMMAIRE

LA VOLONTÉ DE RASSEMBLER.....	4
Justice sociale, écologie et démocratie.....	5
Les services publics, notre bien commun.....	6
Résiter, ensemble.....	7
CHANGER LA VIE DES HABITANT·ES.....	8
Répondre à l'urgence sociale.....	9
À tous les âges de la vie.....	11
Une ville à échelle humaine.....	13
Une écologie populaire.....	15
Vivre et agir ensemble.....	17
Dans une cité plus démocratique.....	19

LA VOLONTÉ DE RASSEMBLER

Citoyennes et citoyens de diverses sensibilités politiques, habitantes et habitants engagé-es dans leurs quartiers, **bénévoles associatifs** ou **syndicalistes**, nous nous sommes unis pour agir ensemble à l'échelle locale. Toutes et tous, nous avons soutenu le **Nouveau Front Populaire**, pour imposer un changement de cap dans notre pays et contre la menace que représente l'extrême-droite. Alors que la victoire nous était volée, nous avons décidé de préparer des propositions pour les élections municipales de 2026 et transformer concrètement la vie des habitant-es, par exemple sur la rénovation des logements sociaux et la circulation des bus. L'objectif que nous nous sommes fixé était de **rassembler les habitant-es** de tous les quartiers de Poitiers et de contribuer à **fédérer la gauche et les écologistes**, à Poitiers et Grand-Poitiers.

Nous sommes convaincus que pour gagner les élections municipales, la gauche doit répondre aux **besoins et aux demandes de la population**, en tirant les leçons des avancées comme des limites de l'action conduite par la municipalité actuelle, et des impasses de la municipalité précédente.

À l'écoute de la population

Nous avons **consulté des habitant-es** de tous les quartiers de Poitiers. Pour recueillir des **paroles authentiques**, nous leur avons posé des questions ouvertes, en les interrogeant sur leur vie quotidienne, leurs déplacements et ce qui était à leur avis le plus urgent et le plus indispensable **pour leur quartier et pour la ville**. Nous leur avons ensuite soumis quelques-unes des propositions auxquelles nous étions en train de réfléchir, sur **les transports, l'action sociale, l'écologie ou la démocratie locale**.

Nous avons également consulté des responsables **associatifs et syndicaux**, des **collectifs** d'habitant-es et des **professionnel·les** qui interviennent dans les différents secteurs de la vie locale, pour mieux comprendre les enjeux auxquels sont confrontés Poitiers et Grand-Poitiers.

Nous avons ainsi voulu **porter ce débat à une échelle plus large**, en impliquant toutes celles et tous ceux qui souhaitent faire entendre leur voix, **loin des jeux politiques** en vase clos. Nous avons voulu aussi alimenter la **réflexion de toutes les forces progressistes**, en vue d'aboutir à un projet commun.

JUSTICE SOCIALE, ÉCOLOGIE ET DÉMOCRATIE

Toujours et partout, le même constat revient. Les habitant-es de Poitiers sont **attaché-es à leur ville et à leurs quartiers**. Loin des caricatures qui décrivent une cité à feu et à sang, ils et elles apprécient les marchés, les lieux de mixité sociale, les espaces verts et la forte présence de la jeunesse. Mais le **déclin des commerces** de proximité, la montée des **incivilités** et la dégradation de certains **logements** posent problème.

La **végétalisation** des rues est appréciée et le développement des **pistes cyclables** est souvent jugé utile. Mais, dans les **quartiers populaires**, le **sentiment d'injustice** pointe. Le centre-ville s'embellit, alors que la **propreté** des quartiers d'habitat collectif n'est pas assurée. Il est parfois difficile de se déplacer en **bus** dans certains secteurs et à certaines heures. Le bailleur social **Ekidom** ne répond pas correctement aux demandes des locataires.

Une partie des habitant-es connaissent et apprécient les **dispositifs de concertation** comme les budgets participatifs et l'Assemblée Citoyenne et Populaire. D'autres évoquent au contraire les **décisions brutales** prises par le Centre Communal d'Action Sociale début 2023, et des réunions avec la mairie où ils ont eu du mal à faire entendre leur point de vue.

Rien ne serait pire que d'abandonner la perspective de **transformation écologique** de la ville et les **expérimentations démocratiques** mises en place par la majorité municipale, en rupture avec la fin de règne solitaire de l'ancien maire Alain Claeys. Mais la bifurcation écologique doit prendre en compte les **intérêts du plus grand nombre**, en évitant aussi bien le clientélisme que les décisions prises sans concertation suffisante. La défense d'une ligne politique claire et assumée n'est pas contradictoire avec le renforcement des **contre-pouvoirs** et la **consultation des habitant-es** sur les grands débats qui animent la ville et la communauté urbaine. La démocratisation de la cité ne doit se heurter ni à la **toute-puissance des experts** ni à la crainte d'**affronter les conflits** ou les voix dissonantes.

Pour le prochain mandat, il nous semble indispensable que toute la gauche s'inscrive dans la perspective d'**une écologie résolument populaire**, où les choix de la collectivité seront soumis à la double exigence de la **justice sociale** et de l'**arbitrage démocratique**. Notre proposition de développer le **réseau de bus** et d'aller vers sa gratuité, ou celle de la **tarification modulée de l'eau**, largement plébiscitées, sont précisément des mesures à la fois sociales et écologiques.

Au-delà des questions écologiques, l'exigence de justice et de démocratie doit s'appliquer à toutes les actions conduites par la collectivité, de l'**urbanisme** aux **activités sportives**, des **questions éducatives ou culturelles** à la **lutte contre les discriminations**. Ce que nous proposons, c'est une perspective d'ensemble, qui offre la possibilité aux **contre-pouvoirs** de jouer pleinement leur rôle, et à l'ensemble de la population la faculté d'**arbitrer** lorsque des choix paraissent difficiles, si besoin par **référendum**. C'est la condition pour que la transformation écologique et sociale de notre ville repose sur une **solidarité forte** entre tous les habitants et les habitantes et pour qu'elle s'inscrive **dans la durée**.

LES SERVICES PUBLICS, NOTRE BIEN COMMUN

Pour la **politique sociale**, comme pour le développement d'une **alimentation** locale de qualité, pour la gestion des **déchets**, des transports ou des **espaces verts**, la gestion publique par la collectivité (régies, sociétés d'économie mixte) est un outil précieux. C'est non seulement le plus souvent la **solution la plus économique**, mais c'est la meilleure façon de **développer des compétences** utiles à l'action publique et de **contrôler démocratiquement** les travaux réalisés. Les structures porteuses de services publics peuvent être différentes en fonction du contexte (régies, sociétés d'économie mixte, SCIC, GIP, ...), des possibilités, du périmètre, parfois des obstacles. Même quand il est compliqué (au moins à court terme) de créer un service public, la collectivité doit dépendre le moins possible d'officines privées, et s'assurer de la bonne utilisation des fonds publics (efficacité, rationalité, probité...). Cela suppose d'avoir des savoirs, des compétences pour agir. Il est donc important de garder des compétences humaines dans les services des collectivités, avec une expertise technique. Lorsque les compétences ont été perdues, leur reconstitution s'avère très difficile. Lorsqu'il sera nécessaire de faire appel à une expertise extérieure, nous privilégierons des organismes ou établissements publics tels que l'université ou l'INRAE (Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement).

Mais pour que les services publics territoriaux fonctionnent au mieux, il faut réduire la **précarité des personnels**, assurer la formation ou les reconversions professionnelles des agents quand c'est nécessaire, et s'appuyer sur les **savoir-faire de métiers**. Non seulement la collectivité doit être un **employeur exemplaire**, mais l'engagement des personnels dans leurs tâches doit reposer sur le **sens du service rendu** et sur des fonctions attractives et des carrières évolutives. Il faut aussi, bien sûr, mobiliser et prendre en compte les **avis des usagers et usagers** : bénéficiaires de l'action sociale, parents d'élèves, utilisateurs des transports, associations, collectifs d'habitant-es, etc. Les services publics sont pleinement efficaces lorsqu'ils fonctionnent comme des outils collectifs de **gestion démocratique de ces biens communs** que sont l'eau, l'espace public, l'éducation de nos enfants ou l'aide aux plus démunis. Les politiques libérales, qui poussent sans cesse à précariser les services et à les **gérer comme des entreprises privées**, ne font que les affaiblir à petit feu, **avant souvent de les liquider**, purement et simplement.

Nous proposons de faire de la défense et du renforcement démocratique des services publics de la Ville et de Grand-Poitiers **un enjeu central** du prochain mandat.

RÉSISTER, ENSEMBLE

En France et partout dans le monde, l'heure est aux politiques **réactionnaires**, à la **haine de l'autre** et à une compétition accrue pour le **pillage des ressources naturelles**. Des résistances existent, mais qui ne sont pas encore parvenues à renverser la tendance. Une ville et une communauté urbaine ne peuvent pas tout. Et la **cure d'austérité** qu'est en train d'imposer le gouvernement réduit encore les marges de manœuvre des collectivités territoriales. Mais il est d'autant plus important de faire vivre à l'échelle locale une expérience qui permette de **lutter contre ces politiques** de destruction, et d'**inventer** des manières de fonctionner basées sur d'autres formes de production, d'échange, de relations humaines. Par exemple, nous proposons de développer une **régie agricole** pour fournir les cantines scolaires en aliments sains, de soutenir les **circuits courts**, les supermarchés coopératifs et les commerces de proximité, d'encourager les **actions culturelles** à l'initiative des habitant-es des différents quartiers et de réserver des espaces pour le développement des **initiatives associatives et artistiques**.

Pour mettre en œuvre le programme ambitieux que nous proposons, nous réaliserons des économies en **diminuant l'appel à des prestataires privés** coûteux ; nous traquerons toutes les **dépenses inutiles** ou non obligatoires – par exemple en limitant le soutien aux écoles privées aux subventions strictement obligatoires. Mais des arbitrages budgétaires seront indispensables, et nous jouerons la carte de la transparence et de la mobilisation des habitant-es, en organisant un **débat public et participatif** pour l'adoption des budgets généraux de la commune et de la communauté.

À l'échelle de **Grand-Poitiers**, nous veillerons à travailler de façon harmonieuse avec les 39 autres communes, en prenant en compte la diversité des besoins de leurs habitant-es. Mais nous travaillerons là aussi à la **publicité des débats** et à la **clarté des choix politiques**, contre le sentiment d'impuissance et d'opacité que suscitent trop souvent les structures très complexes des communautés urbaines.

Au-delà de ces nécessaires arbitrages, nous défendrons un usage volontariste des moyens d'action à disposition de la collectivité. Ainsi nous utiliserons pleinement le **droit de préemption** de la mairie, pour favoriser l'installation de **commerces indépendants**, pour développer le **logement social** ou pour municipaliser des lieux, mis ensuite à disposition d'**associations** ou de collectifs d'**artistes**. Chaque fois que c'est possible, nous utiliserons aussi les bâtiments communaux disponibles, pour favoriser l'émergence d'**initiatives proposées par les citoyen-nés**.

Ce volontarisme sera possible car nous agirons **en toute indépendance** et en toute transparence. Nous appliquerons scrupuleusement la charte de l'association nationale **Anticor** (Association de lutte **contre la corruption et pour l'éthique en politique**) : non-cumul et limitation dans le temps des mandats, bonnes pratiques de gestion, transparence, reconnaissance de l'opposition, organisation de la participation citoyenne...

Ce que nous proposons pour Poitiers et Grand-Poitiers, c'est le renforcement d'une collectivité **dynamique et solidaire, attractive** grâce au développement de l'économie locale, de l'Université et des services publics. Le projet que nous défendons, c'est celui d'une ville et d'une communauté urbaine **où il fait bon vivre**, parce qu'on y promeut une écologie qui répond aux besoins de tous-tes les habitant-es, et parce qu'on y défend les droits économiques sociaux et culturels, l'égalité entre toutes et tous, et les initiatives des citoyen-nés.



**CHANGER LA VIE
DES HABITANT·ES**

RÉPONDRE À L'URGENCE SOCIALE...

Rénover les logements, maintenant !

Fuites, infiltrations, dégradations : trop de demandes des locataires d'Ekidom restent sans réponse. Cet organisme doit développer son service de relations avec les locataires, et disposer d'un budget de réparations plus important, pour être plus réactif et entretenir les appartements et les bâtiments. Pour accompagner les demandes des locataires, réaliser de menues interventions et veiller aux bonnes relations de voisinage, nous proposons de créer des **conciergeries de quartiers**. Pour répondre aux retards d'intervention des prestataires privés pour effectuer les travaux, nous proposons de développer la **Régie de réparations** d'Ekidom, en particulier pour les urgences de plomberie et d'électricité.

Diminuer la consommation énergétique de la ville et de ses habitant-es passe d'abord par la rénovation énergétique des bâtiments et des habitations. Dans les logements privés, il faut intensifier la rénovation des passoires thermiques et des logements insalubres, et lutter contre les « marchands de sommeil », qui profitent des jeunes et des ménages les plus en difficulté. Pour garantir un logement décent aux locataires des logements privés, nous mettrons en place un **permis de louer**, afin de vérifier la qualité des logements mis en location.

Un logement pour toutes et tous

Les étudiant-es, les personnes isolées et les familles ont encore du mal à trouver un logement. Nous investirons dans des programmes de construction de nouveaux logements sociaux, pour répondre au besoin de se loger à Poitiers et dans les autres communes de Grand-Poitiers.

Personne ne doit dormir dans la rue. Nous soutiendrons l'hébergement d'urgence et les actions d'accueil des exilé-es.

Les meublés touristiques (de type Airbnb) sont des opportunités pour les loueurs et les locataires quand il s'agit d'usages occasionnels. Mais les promoteurs immobiliers prennent une place de plus en plus importante dans ce secteur, en utilisant des immeubles entiers, ce qui aggrave la crise du logement. En rendant les règles plus strictes pour ces locations, grâce à la loi de 2024 (déclarations obligatoires, plafond annuel de location et amendes en cas de non-respect des nouvelles règles), nous lutterons contre la crise du logement.

Engagée aux côtés de l'État dans le cadre du « Logement d'abord », la Communauté urbaine de Grand-Poitiers soutient le dispositif « Louez positif », qui propose aux propriétaires de louer leur logement via un dispositif sécurisé, avantageux financièrement et solidaire. Pour appuyer le travail des associations porteuses d'intermédiation locative, ce dispositif propose une entrée unique pour conseiller, informer et accompagner les propriétaires. Les propriétaires engagés dans cette démarche bénéficient de divers avantages et garanties. L'intermédiation locative peut prendre 2 formes :

- **Mandat de gestion** : une location du bien à un locataire par le biais d'une agence immobilière sociale qui s'occupe de la gestion locative et qui propose un accompagnement social au locataire.
- **Sous-location** : le logement est loué à une association agréée par le Préfet, dans le but de sous-louer le logement à des personnes qui sont accompagnées. Le paiement du loyer et l'entretien du logement sont assurés par l'association.

Lutter contre le chômage et la précarité

L'accès à l'emploi est un droit. Nous soutiendrons l'initiative *Territoire zéro chômeur de longue durée* et l'entreprise Papiolle, qui accompagnent les plus précaires vers le retour à l'emploi.

Nous mettrons l'accent sur les actions en faveur des jeunes qui cherchent du travail, avec la Mission locale d'insertion, les Maisons de quartier, les associations d'insertion et de lutte contre la précarité. Nous soutiendrons les initiatives qui visent à accompagner les projets de création d'activités économiques des jeunes des quartiers populaires. Nous développerons les cours de français pour les exilé-es et les personnes qui éprouvent des difficultés à trouver un emploi à cause de leur faible maîtrise de la langue, en particulier les femmes. Le budget du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) devra au minimum être maintenu.

Agir pour l'installation des médecins et la santé publique

Trouver un médecin et accéder aux services de santé est de plus en plus difficile. En favorisant la création de nouveaux centres de santé, publics ou associatifs, la collectivité peut faciliter l'accès aux soins et contribuer au développement des politiques de prévention. Ce sera l'une de nos priorités. Nous pourrions soutenir les étudiant-es en médecine qui souhaitent pratiquer en centre de santé.

Plus largement, nous souhaitons développer une véritable culture de la santé publique, en organisant une réflexion collective sur la prévention, avec les professionnels de santé, les associations et les habitant-es.

Nous inspirant de l'expérience lancée à Strasbourg, et imitée à Angoulême et Cognac, nous introduirons à Poitiers *l'ordonnance verte* : un dispositif en faveur de la santé des femmes enceintes et de leur fœtus, en limitant leur exposition aux perturbateurs endocriniens. Sur prescription des professionnels de santé (médecins généralistes, gynécologues, sages-femmes...), ce dispositif comprendra la participation à deux ateliers de sensibilisation aux perturbateurs endocriniens, et l'accès à un panier hebdomadaire de produits bio sur une durée variable, avec une prise en charge modulée selon le quotient familial.

... À TOUS LES ÂGES DE LA VIE

Renforcer les crèches et tous les modes d'accueil

Pour que les parents de jeunes enfants puissent travailler, chercher un emploi ou disposer de temps libre, nous proposons de développer des accueils à temps partiels et en horaires atypiques, pour tous les publics, notamment pour les parents qui travaillent à temps partiel et les « parents solo », qui sont le plus souvent des femmes.

Nous apporterons un soutien renforcé aux crèches, pour améliorer les conditions d'accueil et rendre les métiers de la puériculture et de l'éducation des jeunes enfants plus attractifs.

Soutenir les projets éducatifs, en concertation avec celles et ceux qui s'y impliquent

L'éducation est une priorité. Il faut prévoir au plus vite la construction d'une nouvelle école et, d'ici là, en concertation avec les enseignant-es et les parents, revoir la carte scolaire en recherchant la mixité sociale, programmer les extensions d'écoles ou les aménagements transitoires qui permettront de faire face à la croissance des effectifs.

Projets culturels, activités physiques, jardins pédagogiques, éducation aux médias et au numérique, classes transplantées, végétalisation des cours d'école : le rôle de la municipalité est d'abord de soutenir les projets. La place de l'humain doit être privilégiée, et limitée celle des écrans – en particulier dans les petites classes. Nous souhaitons aussi promouvoir une éducation globale de l'enfant, mobilisant tous les acteurs de l'éducation, en particulier à l'occasion de rencontres les réunissant au moins une fois par an. Dans le même esprit, nous proposons de mettre en place des sessions de formation commune pour tous les personnels des écoles.

Pour garantir le bon fonctionnement des écoles et des équipes éducatives, le statut des personnels communaux (ATSEM, animateurs périscolaires, etc.) doit être amélioré, en facilitant les emplois à temps plein et l'accès au statut de fonctionnaire. Il doit y avoir un-e ATSEM dans chaque classe et des ATSEM chargés des remplacements.

L'université et les étudiant-es : un enjeu culturel, social et économique

L'Université de Poitiers est un atout fondamental pour le développement économique, culturel et citoyen de Grand-Poitiers. Mieux que les écoles supérieures privées, elle garantit la qualité des formations, l'égalité d'accès pour tous les jeunes et une plus grande indépendance de la recherche. Aux côtés des recherches fondamentales, indispensables dans tous les domaines, celles qui portent sur les transformations écologiques, sociales, économiques et patrimoniales de notre territoire peuvent éclairer les décisions de la collectivité. Dans un souci d'efficacité et de bonne gestion de l'argent public, nous privilégierons les études conduites par des laboratoires

universitaires plutôt que par des prestataires privés. Nous soutiendrons les initiatives d'ouverture des cours et la diffusion des savoirs universitaires.

Trop d'étudiant-es vivent dans la précarité. Les mesures que nous proposons pour les emplois périscolaires, le logement et les transports, ainsi que le soutien aux épiceries solidaires visent en particulier à améliorer leurs conditions de vie. Mais le nombre important d'étudiant-es à Poitiers est aussi un atout pour le développement économique et culturel de l'agglomération. Nous voulons qu'ils et elles soient considéré-es comme des citoyen-nés de plein droit dans notre cité, en les associant aux décisions les concernant, et en leur offrant l'opportunité de s'engager dans les lieux dédiés aux initiatives culturelles et à la défense des droits, avec leurs associations et syndicats.

Développer le soutien aux personnes âgées et aux aidant-es

Les besoins sont immenses. Il faut consolider le réseau des services publics de l'aide à domicile et des résidences intergénérationnelles, des résidences autonomie et des EHPAD, et veiller à la qualité des services, en concertation avec les personnes accueillies, leurs familles et les personnels.

En lien avec le réseau associatif, nous proposons aussi de développer l'aide aux personnes isolées, pour garantir leurs droits à la sécurité, à la mobilité, aux loisirs et à une ville adaptée (voitures et bus à la demande, bancs ombragés, aménagements des trottoirs, rambardes le long des cheminements piétons, ...).

Il faut également aider les aidant-es, en développant les formations et en les sensibilisant à leurs droits.

UNE VILLE À ÉCHELLE HUMAINE

Des bus plus souvent gratuits, plus fréquents et reliant tous les quartiers

Développer le service des bus est à la fois un enjeu écologique et un enjeu social. Doter Poitiers d'un service de bus de haut niveau donnera de la vitalité et du dynamisme à notre ville, une autre façon d'envisager la vie et les déplacements. Les bus gratuits le samedi ont rencontré un large succès. Il faut maintenant passer à la vitesse supérieure en élargissant la gratuité, d'autres jours de la semaine et/ou pour les jeunes, tout en veillant à répondre aux besoins des usagers : amélioration des itinéraires, passages réguliers toute la journée, toute la semaine et toute l'année, qualité du matériel et de l'information, accessibilité aux personnes en situation de handicap.

La gratuité intégrale de ce service de haut niveau donnerait de la vitalité et du dynamisme à notre ville, une autre façon d'envisager la vie et les déplacements. L'objectif d'une gratuité totale des bus sera défendu tout au long du mandat. Dès 2026, nous mettrons à l'étude et au débat les arbitrages financiers qui seraient nécessaires à sa réalisation. Nous examinerons en particulier la possibilité de développer des trolleybus, qui auraient l'avantage de réduire l'impact écologique du passage aux bus électriques et d'en limiter les coûts de fonctionnement.

Piétons, vélos et trains : favoriser les mobilités douces

Pour faciliter les déplacements du quotidien, nous proposons aussi de développer des cheminements piétons et de créer des itinéraires pédestres pour connecter les quartiers entre eux, en diffusant largement l'information sur ces aménagements. Il faut également détourner la circulation des vélos des rues piétonnes très fréquentées du centre-ville, en proposant des itinéraires bis.

Nous proposons également de développer les pistes cyclables, dans une concertation étroite avec les riverain-es et avec les différentes catégories d'usagers de la route. Il est aussi indispensable de soutenir et de développer l'interconnectivité bus-vélo-TER, y compris pour les trains dont Poitiers n'est pas la ville de départ.

Dynamiser l'économie locale

Nous aiderons à la réouverture de petits commerces dans tous les quartiers, en donnant la priorité aux commerçants indépendants plutôt qu'aux franchises. Nous soutiendrons également les coopératives ou les associations initiées par des habitant-es dans des activités comme l'alimentation en circuits courts, le recyclage ou la réparation, la livraison à domicile, et l'entretien du patrimoine et de l'environnement – notamment par la mise à disposition de locaux à faible coût et par une communication spécifique.

Pour permettre à de nouvelles activités de s'implanter et se développer, nous créerons une société publique de gestion de parc immobilier commercial (dite *foncière commerciale*), en mobilisant le droit de préemption

et en procédant à des acquisitions directes de locaux vacants et vétustes. Par ailleurs, dans le plan local d'urbanisme, nous interdirons toute nouvelle implantation de grandes surfaces en dehors des secteurs dédiés, dont le périmètre sera gelé ou réduit.

Pour soutenir l'économie relocalisée, nous relancerons la monnaie locale complémentaire (*le Pois*), en lui donnant une légitimité institutionnelle. Cette monnaie doit prendre de l'ampleur dans les échanges marchands de produits et de services locaux : produits alimentaires, services à la personne, commerces de détail et restauration.

Un urbanisme qui bénéficie aux habitant·es, pas aux promoteurs

Les projets d'urbanisme doivent être débattus en permanence avec les citoyen·nes, en amont des décisions. Il faut limiter l'étalement urbain, qui consomme nos terres agricoles et vide les centres-villes et centres-bourgs de Grand-Poitiers. Mais il faut aussi encadrer les projets de nouveaux bâtiments, et empêcher ceux qui défigurent les quartiers ou font disparaître des espaces naturels partagés. Pour chaque aménagement, nous porterons notre attention sur la bonne infiltration de l'eau dans les sols, en ralentissant l'eau abondante des orages avec des baissières.

Chaque quartier doit bénéficier d'un centre vivant, avec des commerces et des espaces culturels et associatifs. La construction de nouveaux logements sociaux doit être programmée dans les différents quartiers de Poitiers et dans les autres communes de Grand-Poitiers.

Dans les secteurs urbains où des espaces sont libres, le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUI) doit définir précisément quelles constructions seront possibles, pour barrer la route aux projets purement spéculatifs. Pour ces secteurs, le PLUI doit prévoir des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP), qui permettent d'encadrer les projets de construction.

Nous voulons adopter, dès le début du mandat, une charte de l'habitat léger, pour prendre en compte les besoins déjà existants des habitant·es de Poitiers en habitats légers, réversibles et mobiles, et pour reconnaître ces façons d'habiter différentes, alternatives, et plus écologiques.

Nous proposons également d'agir pour la diminution de la publicité, à commencer par la publicité lumineuse et la publicité non locale.

UNE ÉCOLOGIE POPULAIRE

Un accès plus juste à une eau potable de qualité

L'accès à une eau potable de qualité pour toutes et tous est un enjeu des années à venir, aussi bien pour la quantité d'eau disponible (sécheresses et changements climatiques) que pour son coût (traitements de plus en plus lourds pour la rendre potable et l'épurer en sortie de ville). Nous proposons de changer la tarification de l'eau dans les 13 communes de la régie eau, pour la rendre plus juste et anticiper la rareté de cette ressource vitale. Il s'agit à la fois de dissuader les usages excessifs, de favoriser les usages raisonnables et d'aider les plus précaires dans leur accès à l'eau potable. Nous voulons instaurer une tarification différenciée selon les usages (domestique, industriel, agricole, résidence secondaire). Plusieurs types de tarification seront étudiés, tels que la tarification progressive selon la quantité et la gratuité des premiers mètres cubes d'eau. Un débat public sera organisé à cette occasion.

Nous proposons aussi de tout faire pour protéger cette ressource au niveau des zones de captages, pour éviter de la polluer avec des pesticides et des engrais chimiques, pour obtenir l'interdiction de l'épandage de ces produits dans ces zones, et en rachetant si nécessaire des terres agricoles.

L'eau potable doit aussi être accessible dans les espaces publics. Nous proposons de mieux indiquer les points d'eau et les sanitaires publics.

Développer l'autonomie alimentaire de Poitiers et Grand-Poitiers

Quels que soient ses revenus, chacun-e, à Poitiers, devrait pouvoir se nourrir sainement tout en préservant l'environnement. Notre objectif est de fournir en aliments locaux et bio les cantines scolaires, les crèches et les établissements publics pour personnes âgées. Les cantines scolaires proposent actuellement deux repas végétariens par semaine aux enfants, déjà un de plus que les préconisations de la loi EGALIM. Dans le cadre de la construction de la troisième cuisine centrale, nous proposerons d'aller plus loin et inviterons les parents qui le souhaitent à choisir une option végétarienne intégrale en début d'année, avec un tarif incitatif.

Pour y parvenir, il faut soutenir l'activité de maraîchers indépendants, en accompagnant leur installation et en sécurisant leur modèle économique dans la durée. Mais cela ne sera pas suffisant. Nous proposons aussi de renforcer la **Régie agricole municipale**, en y développant l'activité de production maraîchère et légumière, le travail de sensibilisation de la population et l'accompagnement des maraîchers indépendants. À l'échelle de Grand-Poitiers, un syndicat mixte pourrait être proposé aux communes qui souhaitent s'engager dans un projet du même type.

Nous soutiendrons également les initiatives de type « **Sécurité sociale de l'alimentation** », qui permettent aux habitant-es d'accéder à une alimentation de qualité, quels que soient leurs revenus.

Assurer le tri sélectif des déchets et la propreté des espaces publics

Les dépôts de détritus, de poubelles et d'encombrants sur la voie publique nuisent à la qualité de vie dans tous les quartiers. La réduction des déchets et le développement du tri des déchets sont un objectif très important pour la protection de la planète. Mais on n'y parviendra qu'en y préparant et associant les habitant-es. Nous proposons de développer les postes de médiateurs, et de travailler en concertation avec les propriétaires de logements, tout en développant la brigade d'enlèvement des déchets et en sanctionnant sévèrement les décharges sauvages. Une partie au moins de la collecte et du traitement devra être maintenue en régie municipale.

Végétaliser pour embellir les quartiers et s'adapter aux canicules

Pour se préserver des canicules et embellir nos rues, du centre-ville aux quartiers d'habitat social, il faut poursuivre la végétalisation des espaces publics et développer les ombrages de rues, les jardins partagés et des espaces boisés accessibles à tous et toutes.

En concertation avec les habitant-es, nous délimiterons deux types d'espaces verts : des espaces verts dédiés au développement de la biodiversité en ville, pour assurer la continuité de l'habitat de la faune et la flore sauvages ; des espaces dédiés à la population pour ses déplacements et ses loisirs, en veillant à l'entretien et à la beauté de ces lieux. Nous planterons dans tous les quartiers des végétaux comestibles et nous favoriserons les cueillettes. Nous proposerons d'établir pour la municipalité un droit de préemption des terrains naturels sur les bords du Clain et de la Boivre.

Créer une École de la Transition et des Initiatives Citoyennes

Les bouleversements écologiques actuels nous conduisent à changer notre regard sur l'animal et sur notre environnement. Nous avons besoin d'espaces pour sensibiliser les nouvelles générations à la nécessaire bifurcation écologique et valoriser les initiatives citoyennes qui vont dans ce sens.

Nous proposons de créer une « *École de la Transition et des Initiatives Citoyennes* », qui serait un lieu d'éducation populaire centré sur la relation avec l'animal. Le centre équestre public de Poitiers serait le lieu idéal pour cette école, rayonnant sur l'ensemble des communes de Grand-Poitiers. On y développerait les activités autour du cheval, non exclusivement centrées sur la compétition : découverte de l'animal, équitation-loisir ou promenades à pied, soins, activités thérapeutiques, éducation à la nature... Le centre équestre pourrait conserver son statut public, et l'École y serait un lieu où pourraient s'engager les nombreuses associations écologistes locales.

VIVRE ET AGIR ENSEMBLE...

Des centres socioculturels au cœur de la vie des quartiers

Les dix Maisons de quartier de Poitiers jouent un rôle fondamental par leurs actions en faveur de l'enfance et de la jeunesse, leurs actions sociales, leurs animations, leur offre de loisirs et leurs spectacles. De plus en plus, des initiatives écologiques et solidaires y sont prises, comme les jardins partagés ou les ateliers de réparation coopératifs. Elles sont à encourager dans tous les quartiers.

Le soutien de la collectivité à toutes nos Maisons de quartier doit rester total face à la crise de financement qu'elles rencontrent ces dernières années.

Expérimenter des outilhèques dans les quartiers

Une outilhèque est un lieu où l'on peut venir emprunter des outils, bricoler sur place, obtenir des conseils, participer à un atelier collectif ou simplement rencontrer d'autres personnes. Comme les médiathèques et les ludothèques, elle permet de mettre en commun et à disposition de toutes et tous un espace et du matériel pour éviter des achats, gagner de la place dans les logements et se transmettre des savoir-faire.

Une action culturelle par et pour les habitant-es

La culture joue un rôle particulier dans le développement des liens humains. Nous renforcerons le soutien de Poitiers et de Grand-Poitiers aux initiatives culturelles proposées par les habitant-es, en concertation avec les Maisons de quartier, mais aussi « hors les murs ». Il s'agit notamment de développer et de valoriser les moments de rencontre interculturelle, de fête et de convivialité proposés par les associations et les collectifs des quartiers, mais aussi d'inclure plus fortement leurs propositions dans la programmation culturelle. Nous veillerons à ce que les soutiens à ces initiatives soient répartis de façon équitable entre les différents quartiers et les différents secteurs du centre-ville. Nous maintiendrons les grands événements fédérateurs, comme le festival **Les Expressifs** et le Carnaval. Nous souhaitons également mettre à l'étude la création d'un festival mettant en valeur le dialogue interculturel, la mémoire et l'histoire des habitant-es de Poitiers, dans leur diversité d'origine.

Nous soutiendrons également le développement des résidences d'artistes et d'espaces de création culturelle, gérés par des collectifs d'artistes, pour qu'ils disposent des conditions matérielles nécessaires à la production et au rayonnement de leurs créations. Nous utiliserons si nécessaire le droit de préemption et la municipalisation de bâtiments.

Les bibliothèques et les ludothèques, le Musée Sainte-Croix, l'Espace Mendès-France ou le Confort Moderne constituent des atouts pour la ville. Il faut veiller à assurer leur développement et l'élargissement des jours et horaires d'ouverture (après étude, en concertation avec les usagers et les agents). Le Théâtre Auditorium de

Poitiers, scène nationale de Grand-Poitiers, est lui aussi un outil important pour la diffusion locale d'œuvres de qualité, reconnues à l'échelle nationale et internationale. Nous souhaitons qu'il intensifie ses actions de démocratisation en direction des établissements scolaires et des classes populaires.

Nous proposons aussi que le TAP, le Palais d'Aliénor et l'ancien théâtre soient des lieux de valorisation de la création locale

Un quartier et un événement culturels dédiés aux femmes

Le rayonnement de Poitiers doit prendre appui sur son patrimoine historique et sur notre action pour l'égalité des droits au quotidien. Les personnages d'Aliénor et de Radegonde, ou l'histoire des Dames des Roches ou celle de France Bloch-Sérazin devraient en particulier être valorisées. Les nouvelles collections du musée, qui détient désormais un ensemble exceptionnel d'œuvres d'artistes femmes, sont une belle opportunité pour mettre en lumière la place des femmes dans l'histoire et les luttes féministes d'aujourd'hui.

Nous proposons de faire du secteur allant du musée Sainte-Croix à l'église Sainte-Radegonde, en passant par l'Espace Mendès-France, un quartier culturel dédié aux femmes, d'hier à aujourd'hui. Il s'agirait notamment d'aménager des cheminements piétons sur le thème des **Femmes de notre histoire** et de valoriser les actions culturelles et scientifiques du Musée et de l'Espace Mendès-France.

Ensuite, approfondissant et élargissant un projet de l'actuelle municipalité, nous organiserons tous les deux ans un événement culturel et artistique consacré à deux figures féminines, unies par un lien thématique et dont l'une serait choisie en dehors de l'aire culturelle occidentale. Ce moment accueillerait bien sûr des artistes extérieures, mais il serait d'abord destiné à susciter, à Poitiers et dans sa région, des initiatives créatrices, professionnelles ou amatrices, par lesquelles la population de la ville, dans toute sa diversité, pourrait travailler à la construction d'une mémoire et d'un avenir communs.

Des activités physiques et sportives pour toutes et tous

Chacune, chacun doit pouvoir garder la forme et s'épanouir dans des activités physiques et sportives. Nous développerons les équipements sportifs dans les espaces publics, en veillant à leur diversité et à leur caractère inclusif. Nous soutiendrons les initiatives développant la coopération et l'inclusion, comme les tournois inter-quartiers, mixtes et intersports. Nous renforcerons la formation de tous les intervenant-es, pour lutter contre les comportements dévalorisants pour les femmes, les personnes LGBTQIA+, les personnes en surpoids ou celles en situation de handicap.

Sans perdre de vue l'excellence sportive, notre action favorisera les pratiques non professionnelles de toutes les disciplines, en tenant compte notamment du nombre de licencié-es. Nous veillerons à un partage équitable des équipements, en privilégiant les espaces multifonctionnels utilisables par les élèves, en concertation avec les associations, les clubs et les établissements scolaires.

... DANS UNE CITÉ PLUS DÉMOCRATIQUE

Une ville inclusive et accessible

La haine de l'autre doit être combattue, sous toutes ses facettes. Nous développerons les actions de lutte contre toutes les formes de discrimination, en fonction de la culture, de la couleur de peau, de la religion, du genre ou de l'orientation sexuelle, en lien avec les associations antiracistes, féministes et de défense des droits des LGBTQIA+. Nous mettrons en place l'arrêt du bus à la demande le soir et des campagnes de lutte contre le harcèlement de rue et dans les transports en commun. Nous veillerons à rendre les services municipaux toujours plus exemplaires dans l'accueil des personnes discriminées. Nous soutiendrons les initiatives visant à promouvoir la rencontre interculturelle et l'inclusion. C'est aussi dans cette perspective que nous tracerons un parcours mémoriel sur l'occupation nazie et la Résistance à Poitiers.

La loi sur le handicap n'est pas bien respectée. Il y a certes des rues et des bâtiments accessibles, mais qui ne sont pas toujours reliés entre eux. Nous engagerons une concertation avec les associations de défense des personnes en situation de handicap, pour programmer l'accessibilité des bâtiments de la ville, des bus et de l'espace public.

Des espaces autonomes pour la défense des droits

Les associations sont particulièrement nombreuses à Poitiers, mais il leur manque des lieux pour faciliter leur rencontre avec les habitant-es. Nous proposerons aux associations et aux syndicats de développer des lieux d'accueil, d'information et de formation aux droits, qu'ils pourraient gérer de façon autonome.

Un lieu d'accueil du type *Maison des femmes* sera proposé aux associations féministes, pour l'accueil, l'information, l'écoute, l'accompagnement et le conseil, notamment juridique. Cette maison sera créée et fonctionnera en étroite concertation avec les structures déjà existantes, en particulier la *Maison de Freyja* située au CHU, le Planning Familial et le CIDFF. Des espaces y seraient disponibles pour l'organisation d'événements et de réunions (y compris en non-mixité). Certaines initiatives à destination d'un large public pourraient s'y développer, telles que des distributions gratuites de mooncup, de culottes menstruelles ou autre matériel de protection.

En concertation avec les syndicats et avec les associations d'aide aux exilé-es, un *Lieu d'accueil des travailleurs précaires* pourrait également être créé, pour leur offrir un espace d'accueil et d'information sur les droits sociaux, et faciliter leur organisation collective.

Plus largement, il est indispensable de proposer une *Maison des associations*, en particulier pour les associations non professionnalisées qui n'ont pas trouvé leur place dans les Maisons de quartier ou dans les rez-de-chaussée des logements sociaux. Là aussi, la concertation avec les associations intéressées par le projet porterait notamment sur l'ouverture de ce lieu au grand public.

Agir pour la sécurité du quotidien

Dans une société démocratique, la sécurité est un droit. Elle relève d'un service public. La lutte contre les incivilités passe par le renforcement des actions de proximité de la police municipale, par la présence d'éducateurs de prévention, le soutien à l'insertion socioéconomique et les initiatives sociales et culturelles. La qualité des relations entre habitant-es passe aussi par la vitalité des quartiers, en veillant au maintien des commerces et en organisant des événements populaires.

En revanche, la lutte contre la délinquance et le trafic de drogues est de la responsabilité de l'État, qui ne doit pas s'en défaire sur les municipalités. Depuis vingt ans, les gouvernements successifs ferment des commissariats, réduisent les effectifs, réorientent les missions de la police nationale vers la répression, au détriment du lien social, de l'enquête, de la prévention. Les liens de confiance entre la police et la population se sont détériorés. Recréer une police de proximité, avec des effectifs sur le terrain et recourant à la méthode de l'ilotage, repenser la police comme un bien commun républicain, au service de toutes et tous est une bataille politique.

Nous faisons le choix politique lucide, assumé et réfléchi, d'une autre vision de la tranquillité publique que celui de la répression : le choix de la prévention, du lien social, de la proximité humaine. C'est ce choix politique qui nous amène à refuser la logique d'armement de la police municipale. La sécurité et la tranquillité publique se construisent patiemment, collectivement par le renforcement du tissu social.

En sus des policiers municipaux, des agents de surveillance de la voie publique (ASVP), des médiatrices et médiateurs seront présents dans l'espace public. Assermentés, familiers de la population, ils assureront l'essentiel des missions relevant de la police administrative de la route, de la police de proximité, voire judiciaire (pour les dépôts sauvages). Les conciergeries de quartier contribueront aussi à l'apaisement des relations entre habitant-es.

Faire vivre la démocratie locale

Les habitant-es de tous les milieux sociaux et de tous les quartiers doivent pouvoir participer aux décisions.

Nous créerons des Assemblées de quartier, en revitalisant et en élargissant les conseils de quartiers ou conseils citoyens, pour donner la parole à tous les habitant-es, de tous âges et toutes origines. En incluant les personnels et bénévoles des maisons de quartier et des différents services communaux, les commerçants, les personnels éducatifs et de prévention, les professions de santé et les associations, il sera possible d'identifier les besoins et de proposer les réponses à apporter aux attentes de habitant.es.

De plus, au sein du Conseil municipal, chaque quartier sera suivi plus particulièrement par un binôme d'élus, qui rencontrera régulièrement les actrices et acteurs de la vie économique, sociale et culturelle. Les modalités des budgets participatifs seront revues afin d'en approfondir la portée démocratique.

En remplacement de l'Assemblée Citoyenne et Populaire, nous proposons de créer un *Parlement communal*, intégralement tiré au sort et indépendant, chargé d'exercer un contrôle populaire, pour représenter les habitant-es de toutes les catégories sociales, de tous les quartiers et de tous les âges – y compris les apprenti-es, lycéen-nes et étudiant-es (à partir de 16 ans), et qu'ils ou elles aient ou non la nationalité française. Les membres de ce

Parlement seront indemnisés, et bénéficieront d'une garde d'enfant si nécessaire. Leur mandat pourra être de deux ans. Ils et elles siégeront dans les commissions municipales et les conseils d'administration des organismes paramunicipaux (par exemple le CCAS, Ekidom ou Vitalis).

Véritable contre-pouvoir, le **Parlement communal** pourra relayer les demandes provenant des habitant.es, par le biais notamment des assemblées de quartier, des associations, des syndicats ou des collectifs. Il pourra soumettre des mesures au vote du conseil municipal et proposer des rectifications à des décisions que celui-ci a prises. En cas de désaccord persistant, un référendum sera organisé. Si les autres communes de Grand-Poitiers en sont d'accord, ce Parlement pourra s'étendre à toute la communauté urbaine.

Agir pour la paix et la solidarité internationale

Afin d'agir pour la paix et de développer une culture de la paix, nous proposons que Poitiers rejoigne **Maires pour la Paix France**, section française de **Mayors for Peace**, l'association internationale des villes engagées pour la Paix et le désarmement nucléaire.

Nous proposons également de créer deux nouveaux jumelages, l'un avec une ville palestinienne, l'autre avec une ville ukrainienne.

POITIERS EN COMMUN



contact@poitiersencommun.fr



poitiersencommun.fr



@poitiersencommun



@poitiers_en-commun



**CENTRE COMMERCIAL
DE L'EUROPE**

57, place de Guyenne
aux Couronneries



EN BUS: Arrêt *Europe* · Ligne *2A/2B*



09 86 76 96 98

RASSEMBLER À GAUCHE !

**POITIERS
POPULAIRE**



**LA FRANCE
INSOUMISE**

L'APRÈS

DEBOUT!

avec le soutien du

